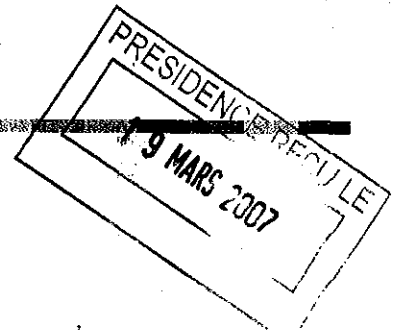


# MARIE-GEORGE BUFFET

Rassembler la gauche  
populaire « antilibérale »



Monsieur Joël Thomas  
Président de la CCFD  
4, rue Jean Lantier  
75001 Paris

Paris, le 14 mars 2007

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre courrier, je vous en remercie et je tiens à vous dire que je partage vos préoccupations concernant l'Afrique ainsi que les aspirations qu'expriment les organisations de la société civile qui ont signé le texte de Nairobi.

J'ai fait en sorte que des représentantes et représentants du Parti communiste aillent à Nairobi et aussi au Forum citoyen France-Afrique des 12 et 13 février et à la manifestation « contre la Françafrique ».

Je me suis moi-même rendue au Mali à l'invitation d'Aminata Traoré.

Là-bas, j'ai rencontré une Afrique à l'image des signataires de l'appel « Pour une autre relation de la France avec l'Afrique », une Afrique qui agit, qui construit et qui réclame une toute autre coopération de la part de la France et de l'Union européenne. Les forces sociales, la société civile africaines attendent une politique qui soit fondée sur la réponse à leurs projets, aux besoins exprimés par les Africains eux-mêmes, et non pas une politique qu'on leur impose.

Je pense, qu'il ne peut y avoir de refonte conséquente de la politique de coopération sans détermination à refuser la fuite en avant libérale. Toutes les rencontres dont j'ai pu bénéficier m'ont confirmé cette exigence.

L'Afrique ne répondra pas à ses besoins alimentaires, ne diversifiera pas ses productions agricoles, ne s'industrialisera pas sans que soient combattus les objectifs actuels de l'Organisation mondiale du commerce. Au-delà, je pense qu'il faut augmenter l'aide au développement, imposer la transparence mais ce ne sera efficace pour les peuples concernés qu'à la condition d'une mise en cause, dans un même mouvement, des offensives libérales venant des institutions financières internationales, de l'UE, des gouvernements, dont la France.

L'appel de la société civile africaine pose un certain nombre de questions aux candidates et candidats à l'élection présidentielle. Vous pouvez leur transmettre mes réponses.

- Je me prononce pour une toute autre politique de la France en Afrique, pour une politique qui ne soit plus l'affaire d'une cellule opaque de l'Elysée, où les décisions sont le domaine réservé du Président de la République. Il faut en finir avec cette Françafrique. Un bilan complet, objectif, sans complaisance, doit être effectué dès le

début du mandat présidentiel. Mais l'élaboration d'une nouvelle politique africaine doit commencer immédiatement, avec transparence, démocratie, respect des souverainetés avec comme objectif l'émancipation humaine.

Je suis intervenue à l'Assemblée nationale contre cette idée que la colonisation aurait des aspects positifs. La colonisation fut un système d'exploitation et de domination. Elle s'est accompagnée de violences et de crimes de masse, de crimes contre l'humanité. Elle a provoqué une déstructuration sociale et politique avec des conséquences graves : extraversion de l'économie notamment, sur-exploitation et pillage des ressources primaires, absence de systèmes productifs industriels dignes de ce nom. En ce sens, elle n'a eu que des aspects négatifs pour les peuples concernés..

Après l'indépendance dans bon nombre de pays d'Afrique des systèmes néo-coloniaux se sont installés poursuivant le même type de politique au profit de grands groupes financiers. La France a soutenu et soutient encore aujourd'hui des dirigeants africains peu soucieux de la démocratie et pour beaucoup corrompus. Elle a imposé une forte présence militaire avec des conséquences souvent très lourdes.

Une question précise sur le Rwanda est posée.

Je pense que le génocide rwandais est un événement majeur dont la portée éthique et politique pour l'histoire de l'Afrique ne peut être sous-estimée ou négligée. Il est temps qu'une véritable enquête internationale, diligentée de façon indépendante, sous l'égide de l'ONU, fasse toute la lumière.

La vérité doit être établie sur ce génocide, sur toutes les responsabilités, en particulier celles de la France et de la Communauté internationale, sur le processus de préparation de ce génocide, sur l'attentat contre l'avion qui transportait le Président Habyarimana. Et la France doit assumer cette vérité et sa responsabilité dans ce qui restera certainement comme la page la plus tragique de cette « Françafrique » et de ses pratiques de plus en plus rejetées par les peuples.

Sur les accords militaires, j'ai fait il y a quelques semaines une déclaration en faveur de la plus grande transparence. Cette déclaration est parue dans l'Humanité du 17 février qui a par ailleurs consacré un article à ces questions ainsi que les extraits de l'accord de défense passé entre la France et trois anciennes colonies en 1961. Je demande que les accords particuliers en matière de défense et de matières premières signés au lendemain des indépendances, quand ce n'était pas le jour même, doivent être rendus publics dans leur intégralité. Ils doivent aussi être abrogés car ils institutionnalisent et perpétuent la dépendance et la domination.

La deuxième série de questions de l'appel porte sur les règles économiques et commerciales.

Je pense qu'effectivement il faut complètement revoir les accords UE-ACP. Ces accords visent essentiellement à intégrer les économies africaines dans l'économie de marchés au plan mondial. Ils ne tiennent pas compte des besoins de développement économique et de développement humain. Pour répondre à ces besoins il faut rompre avec le libre échange généralisé, la libéralisation, la privatisation, la marchandisation.

Je propose que ces accords soient entièrement refondés, que cela se fasse dans la transparence sous contrôle de la société civile et des forces démocratiques africaines. Ils doivent permettre de lutter contre la pauvreté et répondre réellement aux besoins économiques, sociaux et culturels. Il y a urgence à reconnaître aux peuples africains le droit à la sécurité alimentaire, au développement industriel et agricole, au développement de services publics permettant l'accès de tous aux biens communs de l'humanité que sont la santé, l'eau, l'énergie, l'éducation.

Je suis d'accord pour réglementer les industries extractives et obliger les entreprises françaises opérant dans ce secteur à respecter les normes environnementales et sociales et à publier ce qu'elles versent aux Etats africains comme le demande un certain nombre d'associations africaines comme par exemple « publiez ce que vous payez ». Je suis pour un contrôle sévère des multinationales et pour une taxation des mouvements de capitaux.

La dette et les plans d'ajustement, imposés depuis maintenant des années aux peuples africains par le FMI et la banque mondiale, ont littéralement déstructuré économiquement et socialement de nombreux pays africains comme le montre si justement le film « *BAMAKO* » d'Abderrahmane Sissako. L'annulation de la dette sans condition est pour moi une exigence forte pour permettre le développement économique de l'Afrique. Cela doit s'accompagner de l'arrêt total des plans d'ajustement structurel. Tout cela nécessite le contrôle des citoyennes et citoyens africains.

Je pense que la France se grandirait en appuyant toutes les initiatives concourant au respect de l'Etat de droit et en encourageant tous les Etats qui mettent en place des gouvernements démocratiques, des gouvernements qui investissent dans la réponse aux besoins sociaux. Il est bien entendu que je suis très attachée à l'universalité des libertés et des droits de la personne. Je suis solidaire, partout dans le monde de ceux et celles qui luttent pour ces droits. En Afrique de graves atteintes aux droits de l'Homme ont été et sont perpétrés je me prononce pour que leurs auteurs soient poursuivis.

J'espère avoir répondu aux questions posées par l'appel de la société civile africaine. Je reste à votre disposition pour toutes précisions que vous jugeriez nécessaires.

En espérant avoir répondu à vos préoccupations,

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Marie-George Buffet

